
Sociologie des opérations critiques

Luc Boltanski



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/annuaire-ehess/17628>

ISSN : 2431-8698

Éditeur

EHESS - École des hautes études en sciences sociales

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2006

Pagination : 435-436

ISSN : 0398-2025

Référence électronique

Luc Boltanski, « Sociologie des opérations critiques », *Annuaire de l'EHESS* [En ligne], | 2006, mis en ligne le 01 avril 2015, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/annuaire-ehess/17628>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

EHESS

Sociologie des opérations critiques

Luc Boltanski

Luc Boltanski, *directeur d'études*

- 1 LE séminaire a été consacré à l'approfondissement de la notion d'*affaire*, proposée dans des travaux antérieurs, à la fois sur le plan de l'armature conceptuelle et sur celui des études de cas. Par *affaire*, nous entendons désigner des situations dans lesquelles, à la suite d'une accusation publique, des mobilisations se forment soit pour soutenir l'accusation soit, au contraire, en faveur de la (ou des) personne(s) accusée(s), pour les disculper et faire reconnaître leur innocence, notamment en déployant un appareil de preuves. Ces situations sont marquées par une forte incertitude qui a pour enjeu la détermination de l'identité de ceux qui occupent les places de victime, d'offenseur, de dénonciateur (celui qui prend en charge la transformation de l'accusé en victime), de juge, etc. Les *affaires* (dont l'affaire Dreyfus constitue, en France, le paradigme) peuvent avoir une importance et une durée très variable, être maintenues dans le cadre d'un champ (par exemple le champ littéraire) ou d'une organisation (par exemple une entreprise particulière) ou, au contraire, s'étendre au corps social tout entier, mobilisant alors les grands médias, les principaux acteurs politiques, les « intellectuels », etc. Enfin les affaires peuvent « réussir », c'est-à-dire parvenir à retourner le processus d'accusation et à constituer l'accusé en victime ou, au contraire « échouer ». Nous faisons l'hypothèse qu'il s'agit là d'une forme sociale spécifique, méritant d'être étudiée en tant que telle.
- 2 Outre la poursuite de l'analyse des propriétés grammaticales de la forme affaire (par exemple, la nécessité de faire valoir que le dénonciateur et la victime possèdent des caractéristiques différentes et constituent des *actants* indépendants l'un de l'autre), le séminaire s'est centré autour de deux questions : la première est celle de l'historicité de cette forme. Dans ses manifestations paradigmatiques au cours du XX^e siècle, la forme affaire se développe selon un schème dont on peut dater la mise en place – comme l'a montré Elisabeth Claverie – aux affaires défendues par Voltaire, vers le milieu du XVIII^e siècle, soit, particulièrement, l'affaire du chevalier de La Barre et l'affaire Callas. L'émergence de cette forme serait donc liée à un processus historique, ayant fait l'objet

de nombreuses études, particulièrement dans les années 1980-1990, qui est le développement d'un espace public. On peut toutefois se demander, d'une part, si cette modalité de la forme affaire est toujours vivante de nos jours ou si, au contraire, elle ne fait pas actuellement l'objet d'un déclin relatif, lié, notamment, à un changement de la définition sociale du vrai (l'accent étant plus fortement que par le passé mis sur « l'ambivalence » des personnes et des situations). On peut s'interroger, d'autre part, sur la question de savoir dans quelle mesure il est possible de repérer des manifestations de la forme affaire antérieures au développement, au XVIII^e siècle, d'un espace public au sens habituellement donné à ce terme dans les travaux des historiens et des politistes. Dans cette perspective, le séminaire a été l'occasion de nombreux échanges entre sociologues et historiens. Plusieurs séances, organisées en collaboration avec É. Claverie, Nicolas Offenstadt et Stéphane Van Damm, ont permis de préciser les contours d'affaires apparues dans des contextes historiques très différents (de l'Antiquité au XX^e siècle) et dans des champs également différents (politiques, religieux, littéraires, financiers, etc.). Ont particulièrement participé à ces échanges, du côté de l'histoire, Pascal Payen, Jean-Marie Pailler, Didier Lett, Anne Simonin, Pierre Kalifa, Antoine Liti, Thierry Dutour et, du côté des sociologues, Dominique Linhardt, Frédéric Audren, Liora Israel, Ève Chiapello, Damien de Blic, Marie Balas, Jeanne Lazarus, Natalia Suarez.

- 3 La seconde question abordée a porté sur les opérations réalisées par les affaires à un niveau macrosocial et, particulièrement, sur leur rôle dans la dynamique des changements institutionnels et juridiques et, plus généralement, des modes de qualification des personnes et des actions jugés légitimes dans un contexte historique et social particulier. Ce dernier thème a été l'occasion d'entreprendre une réflexion sur une des notions les plus canoniques de la sociologie classique, celle d'institution, qui sera poursuivie dans le séminaire en 2005-2006. Ont été particulièrement stimulantes, sur ce point, les apports de Frédéric Keck, Patricia Paperman, Peter Wagner (Institut européen de Florence), Mohamed Nachi (Université de Liège) et Ota de Leonardis (Université de Milan), professeur invitée au printemps 2005.

Publications

- *Stati di pace. Una sociologia dell'amore*, Milan, Vita e Pensiero, 2005, 167 p.
- Avec È. Chiapello, « The Role of criticism in the dynamics of capitalism : social criticism vs. artistic criticism », dans *World of capitalism. Institutions, governance, and economic change in the era of globalization*, M. Miller (éd.), Routledge, 2005, p. 237-267.

INDEX

Thèmes : Sociologie